

2BAM

Société par actions simplifiée
Au capital de 50 000 euros

Siège social : 455, chemin d'Avregny - 74350 CERCIER

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
ANNECY

Le 05/05/2023 Dossier 2023 00029900, référence 7404P01 2023 A 02247

Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

Alexandre PELLET



Contrôleur des Finances Publiques

STATUTS CONSTITUTIFS

LES SOUSSIGNÉS :

- Monsieur Marcel BASSIL,

Demeurant 688, route de Chainaz – 74540 ALBY-SUR-CHERAN,

Né le 14 janvier 1976 à HADATH (LIBAN),

De nationalité française,

Marié sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée au Consulat général du LIBAN à NICOSIE (CHYPRE) le 6 janvier 2010,

- Monsieur Aloïs, Pierrick BARAT,

Demeurant 455, chemin d'Avregny - 74350 CERCIER,

Né le 15 août 1985 à ANNECY (74),

De nationalité française,

Marié sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie d'ANNECY (74) le 12 mars 2016,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister entre elles.

MB

AB

ARTICLE 1. FORME SOCIALE

La Société est une **société par actions simplifiées** régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée, mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L. 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2. OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- **La prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés civiles, commerciales, industrielles et financières,**
- **L'acquisition de valeurs mobilières de toute nature,**
- **La gestion de ces participations et valeurs mobilières,**
- **L'acquisition, la gestion, l'administration et la location, par tous moyens, de tous biens immobiliers,**
- **L'achat, la location, la vente de tous véhicules automobiles,**
- **L'acquisition, l'administration, la gestion et la location de toutes résidences mobiles de loisirs et d'habitations légères de loisirs,**
- **Le cas échéant, l'aliénation de tous biens mentionnés ci-avant,**

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus,
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités,
- La participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe,

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3. DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : **2BAM**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commande, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par

elle ou en son nom, son numéro d'identification accompagné de la mention RCS et suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **455, chemin d'Avregny - 74350 CERCIER.**

Il peut être transféré en tout endroit du même département par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence et, en tout autre endroit, par décision collective des associés.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à **99 années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence **le 1^{er} juillet** et finit **le 30 juin**.

Le premier exercice social sera clos le 30 juin 2024.

ARTICLE 7. APPORTS

Le capital social est constitué par l'apport en nature suivant :

Conformément au contrat d'apport en date du 30 mars 2023 demeurant ci-annexé, Messieurs Aloïs BARAT et Marcel BASSIL apportent à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, chacun pour ce qui le concerne, **DEUX MILLE CINQ CENTS (2 500) actions** d'une valeur nominale d'UN (1) euro chacune, entièrement libérées, qu'ils détiennent dans le capital de la société **Alo Taxi Saint Marcel**, société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros, dont le siège social est sis 688, route de Chainaz – 74540 ALBY-SUR-CHERAN, et immatriculée 904 445 020 RCS ANNECY.

Cet apport a été évalué globalement à la somme de CINQUANTE MILLE (50 000) EUROS.

En rémunération de cet apport, Messieurs Aloïs BARAT et Marcel BASSIL reçoivent chacun pour ce qui le concerne VINGT-CINQ MILLE (25 000) actions de la Société d'UN (1) euro chacune, intégralement libérées.

L'évaluation des apports ci-dessus a été effectuée au vu d'un rapport établi en date du 22 mars 2023, par la société AUDIT ET FINANCE, Commissaire aux apports désigné par décisions des futurs associés en date du 20 mars 2023. Un exemplaire de ce rapport demeurera annexé à chacun des originaux des présentes.

Le montant total des apports s'élève à 50 000 euros.

ARTICLE 8. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **CINQUANTE MILLE (50 000) EUROS.**

Il est divisé en **CINQUANTE MILLE (50 000) actions d'UN (1) euro** chacune, entièrement libérées.

Toutes les actions sont de même catégorie.

ARTICLE 9. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires d'actions existantes autres que des actions de préférence sans droit de vote auxquelles est attaché un droit limité aux dividendes, aux réserves ou au partage de l'actif de liquidation, même si elles récupèrent un droit de vote au cours de leur existence.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, les actions gratuitement attribuées aux titulaires d'actions de préférence seront elles-mêmes des actions de préférence assorties des mêmes droits privilégiés.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 10. LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 11. FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 12. ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

Les associés réunis en assemblée générale extraordinaire peuvent, sur le rapport du Président et sur le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, autoriser le Président à procéder, au profit des membres du personnel salarié de la Société ou de certaines catégories d'entre eux, à une attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre sous les conditions et modalités prévues à l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

Les associés fixent le pourcentage maximal du capital social pouvant être attribué, le nombre total des actions attribuées gratuitement ne pouvant toutefois excéder 15 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Président.

ARTICLE 13. TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles. Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de 30 jours suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 14. PREEMPTION

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés dans les conditions ci-dessous.

La cession entre associés est libre.

L'associé cédant notifie au Président ou au Directeur Général et à chacun des associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lettre remise en mains propres contre décharge, son projet de cession mentionnant le nombre d'actions concernées, les informations sur le cessionnaire envisagé (nom, prénoms, adresse et nationalité pour une personne physique, ou s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants), le prix et les conditions de la cession projetée.

Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession.

Ce droit de préemption est exercé par notification au Président ou au Directeur Général dans les deux (2) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en mains propres contre décharge, précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

A l'expiration du délai de deux mois prévu ci-dessus, le Président ou le Directeur Général doit notifier à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en mains propres contre décharge, les résultats de la préemption.

Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président ou le Directeur Général entre les associés qui ont

notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 15 ci-après.

En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de 30 jours, au prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

ARTICLE 15. AGREMENT

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

La cession entre associés est libre.

Le cédant doit notifier, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lettre remise en main propre contre décharge, une demande d'agrément, au Président ou au Directeur Général, en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire personne physique, ou, s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination sociale, forme, capital, siège social, numéro SIRENE, ville du Greffe compétent), le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert.

Cette demande d'agrément est transmise par le Président ou le Directeur Général aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés prises dans les conditions de l'article 30 des présents statuts.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée ou lettre remise en main propre contre décharge. A défaut de notification dans les deux mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de deux mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lettre remise en main propre contre décharge, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de deux mois à compter de la notification du refus, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les transmissions, que lesdites transmissions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie de cession à titre onéreux ou à titre gratuit, d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 16. CLAUSE D'EXCLUSION

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- Défaut d'affectio societatis ;
- Mésentente durable entre associés ;
- Désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- Manquements d'un associé à ses obligations ;
- Révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- Exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société ;
- Violation d'une disposition statutaire ;
- Condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;
- Plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion est prise par les associés dans les conditions de l'article 30 des présents statuts, l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président ou du Directeur Général de la Société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée dix (10) jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président ou du Directeur Général de la Société.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause d'exclusion ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 17. LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

ARTICLE 18. COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

La Société peut recevoir de ses associés et/ou de son Président ou de son Directeur Général, des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

Il n'est possible d'obtenir le remboursement de son compte courant que si la trésorerie de la société le permet, sans obérer ses besoins en fonds de roulement. En tout état de cause, un échelonnement du remboursement pourra être imposé par le Président ou le Directeur Général, mais au maximum sur trois (3) ans et avec des échéances mensuelles.

Les comptes courants ne pourront être rémunéré au-delà du taux admis pour la déductibilité fiscale. La rémunération des comptes courants est décidée par décision collective des associés ; les modalités de rémunération doivent être uniformes pour tous les comptes courants, sauf renonciation individuelle expresse.

ARTICLE 19. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 20. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant la dissolution anticipée de la société.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 21. PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Présidente, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

La durée du mandat du Président est fixée par la décision qui le nomme.

Le mandat du Président est renouvelable avec ou sans limitation.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée ou lettre remise en mains propres contre décharge.

Révocation

Le Président peut être révoqué pour un motif grave, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 25 % du capital et des droits de vote de la Société. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale.

Rémunération

Le Président peut être rémunéré selon les modalités qui sont fixées par décision collective des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

Le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne peut pas sans l'accord préalable de la collectivité des associés effectuer les opérations suivantes :

- acquisition ou cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail,
- acquisition, cession ou apport de fonds de commerce,
- création ou cession de filiales,
- acquisition ou cession de participation dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques,
- prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce,
- prise ou mise en location de tous biens immobiliers,
- conclusion de tous contrats de crédit-bail immobilier,
- investissements quelconques portant sur une somme supérieure à 2 000 euros par opération,
- emprunts sous quelque forme que ce soit d'un montant supérieur à 2 000 euros,
- crédits consentis par la Société hors du cours normal des affaires,
- adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 22. DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Le premier Directeur Général de la Société sera désigné aux termes des présents statuts. Le Directeur Général est ensuite désigné par décision collective des associés.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président ou décès du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire de l'associé unique ou des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis trois mois, lequel pourra être réduit lors de la décision collective des associés qui nommera un nouveau Directeur Général en remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué pour un motif grave, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 25 % du capital et des droits de vote de la Société. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale.

Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par décision collective des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

Le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

La décision de nomination détermine si le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers. A défaut de précision à ce sujet, le Directeur Général disposera de ce pouvoir.

ARTICLE 23. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Il est ici rappelé que la rémunération des dirigeants fixée par décision collective des associés ne relève pas des présentes dispositions.

De même les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 24. COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination par l'associé unique ou la collectivité des associés d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

Le Commissaire aux Comptes exerce sa mission dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 25. REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité social et économique, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2312-72 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité social et économique doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité social et économique doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Elles doivent être reçues au siège social six jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président ou le Directeur Général accuse réception de ces projets de résolution dans les trois jours de leur réception au représentant du comité social et économique par lettre recommandée ou par voie électronique dans les conditions définies à l'article R. 225-63 du Code de commerce.

ARTICLE 26. DECISIONS COLLECTIVES

Lorsque le capital social est détenu par une seule personne physique ou morale, il faut entendre décision de l'associé unique chaque fois qu'il est fait référence dans les statuts à une décision collective des associés.

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- agrément des cessions d'actions,

- augmentation des engagements des associés,
- rémunération des comptes courants d'associés,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- vente d'un fonds de commerce ou d'une branche d'activité,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- autorisation à donner au Président et/ou au Directeur Général en fonction de la limitation de leurs pouvoirs fixée dans les statuts ou dans la décision qui les nomme.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président et/ou du directeur Général.

ARTICLE 27. FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 28. CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée ou par lettre remise en mains propres, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de dix jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée ou par lettre remise en mains propres.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 29. ASSEMBLEE GENERALE

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par le Directeur Général s'il en existe un, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant 25 % au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite dix (10) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 25 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social six jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les trois jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Lors de chaque assemblée, le président de séance peut décider de mentionner l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, dans le procès-verbal ou dans une feuille de présence qu'il certifiera après l'avoir fait émarger par les associés présents et les mandataires.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 30. REGLES DE MAJORITE POUR LES DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent.

Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives relatives à l'agrément des cessions d'actions, à l'exclusion d'un associé, à la révocation d'un dirigeant, à la mise en dissolution de la société ou celles entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi ou par les présents statuts et des décisions relatives à l'augmentation du capital social par incorporation de réserves, primes d'émission, primes de fusion, seront prises **à la majorité des trois quart des voix composant le capital social.**

Doivent être prises **à l'unanimité** des associés disposant du droit de vote les décisions collectives suivantes :

- celles prévues par les dispositions légales,
- celles pour lesquelles l'unanimité est expressément prévue par les présents statuts,
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

Les autres décisions sont prises à la **majorité absolue des voix composant le capital social ayant droit de vote.**

ARTICLE 31. PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire s'il en a été désigné un, et reproduites sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations mis à disposition au siège social à compter de l'envoi de la convocation, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 32. DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

A compter de l'envoi de la lettre de convocation ou de consultation, seront mis à disposition des associés au siège social, le texte des résolutions, les rapports du Président, les rapports du commissaire aux comptes s'il y a lieu et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation. Il leur en est donné copie gratuitement sur simple demande écrite.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 33. INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Si la loi en fait obligation, le Président et/ou le Directeur Général établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux. Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Tant que la Société ne comprend qu'un seul associé, dans les 6 mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, l'associé unique doit statuer sur les comptes annuels, au vu des rapports légaux. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec les rapports légaux.

En cas de pluralité d'associés, dans les 6 mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu des rapports légaux. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec les rapports légaux.

ARTICLE 34. AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Définitions du bénéfice et du bénéfice distribuable

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Répartition

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société, comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Affectation du bénéfice distribuable ou des pertes

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Mise en distribution

Les associés peuvent décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur

lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 35. PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTE

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 36. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 37. TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 38. DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 39. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 40. NOMINATION DES DIRIGEANTS

Nomination du Président

Le premier Président de la Société, nommé aux termes des présents statuts, pour une durée indéterminée, est :

Monsieur Aloïs BARAT,
Demeurant 455, chemin d'avregny - 74350 CERCIER,
Né le 15 août 1985 à ANNECY (74),
De nationalité française.

Monsieur Aloïs BARAT ainsi nommé accepte les fonctions de Président et déclare n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Nomination du Directeur Général

Est nommé en qualité de Directeur Général de la Société, pour une durée indéterminée, sans qu'elle puisse toutefois excéder celle du mandat du Président, conformément à l'article 22 des présents statuts :

Monsieur Marcel BASSIL,
Demeurant 688, route de Chainaz – 74540 ALBY-SUR-CHERAN,
Né le 14 janvier 1976 à HADATH (LIBAN),
De nationalité française,

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président.

Comme le Président, le Directeur Général ne peut pas, sans l'accord préalable des associés, peu importe la forme de cet accord préalable, effectuer les opérations suivantes :

- acquisition ou cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail,
- acquisition, cession ou apport de fonds de commerce,
- création ou cession de filiales,
- acquisition ou cession de participation dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques,
- prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce,
- prise ou mise en location de tous biens immobiliers,
- conclusion de tous contrats de crédit-bail immobilier,
- investissements quelconques portant sur une somme supérieure à 2 000 euros par opération,
- emprunts sous quelque forme que ce soit d'un montant supérieur à 2 000 euros,
- crédits consentis par la Société hors du cours normal des affaires,
- adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Monsieur Marcel BASSIL ainsi nommé accepte les fonctions de Directeur Général et déclare n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 41. REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 42. MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

Les soussignés donnent mandat à Messieurs Aloïs BARAT et Marcel BASSIL à l'effet de passer les actes et de prendre pour le compte de la Société, les engagements suivants :

- organiser et diriger tous services administratifs et techniques,
- faire au nom et pour le compte de la société en formation tous les actes de gestion rendus nécessaires par l'exploitation sociale, avant l'immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce et des Sociétés.

Ces engagements seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 43. FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société.

Fait à CERCIER,
Le 30 mars 2023,
En 2 exemplaires originaux,

Monsieur Aloïs BARAT

Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de Président »

Bon pour acceptation des fonctions de Président



Monsieur Marcel BASSIL

Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général »

Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général



ANNEXE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN VOIE DE FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Ouverture pour le compte de la société en formation d'un compte auprès du Crédit Agricole des Savoie, agence de THONES,
- Souscription aux obligations normales d'un titulaire de compte auprès de la banque susvisée et du paiement des frais d'ouverture et de fonctionnement du compte,
- Paiement des frais et honoraires de constitution de la société, en ce compris les honoraires liés à l'intervention du Commissaire aux apports.

Conformément aux dispositions de l'article R. 210-6 du Code de commerce, cet état est annexé aux statuts, et sa emporte reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

Monsieur Aloïs BARAT



Monsieur Marcel BASSIL



**CONTRAT D'APPORT DE DROITS SOCIAUX
EN DATE DU 30 MARS 2023**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- Monsieur Marcel BASSIL,

Demeurant 688, route de Chainaz – 74540 ALBY-SUR-CHERAN,

Né le 14 janvier 1976 à HADATH (LIBAN),

De nationalité française,

Marié sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée au Consulat général du LIBAN à NICOSIE (CHYPRE) le 6 janvier 2010,

- Monsieur Aloïs, Pierrick BARAT,

Demeurant 455, chemin d'Avregny - 74350 CERCIER,

Né le 15 août 1985 à ANNECY (74),

De nationalité française,

Marié sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie d'ANNECY (74) le 12 mars 2016,

*Ci-après dénommés ensemble les « Apporteurs »,
D'une part,*

ET

- La société 2BAM,

Société par actions simplifiée en formation au capital de 50 000 euros,

Dont le siège social sera fixé 455, chemin d'Avregny - 74350 CERCIER,

Représentée aux présentes par son futur Président, **Monsieur Aloïs BARAT,**

*Ci-après dénommée la « Bénéficiaire »,
D'autre part,*

Ci-après dénommés ensemble les « Parties » ou individuellement une « Partie »,

Ont convenu d'établir, dans les conditions du présent acte, un contrat d'apport des actions détenues par les **Apporteurs** dans le capital de la société **Alo Taxi Saint Marcel** désignée ci-après.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIVIT :

Monsieur Marcel BASSIL et **Monsieur Aloïs BARAT** sont associés de la société **Alo Taxi Saint Marcel**, société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros, dont le siège social est sis 688, route de Chainaz – 74540 ALBY-SUR-CHERAN, et immatriculée 904 445 020 RCS ANNECY (ci-après la « Société »).

1. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE ATSM DONT LES TITRES SONT APPORTES

La Société **Alo Taxi Saint Marcel** a été constituée aux termes d'un acte sous signatures privées en date à ALBY-SUR-CHERAN (74) du 15 octobre 2021 sous la forme de société par actions simplifiée. Elle a pour sigle ATSM.

Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANNECY sous le numéro 904 445 020, depuis le 21 octobre 2021, pour une durée de 99 ans à compter de cette date. Elle est immatriculée à la Chambre des Métiers de la HAUTE-SAVOIE.

La Société a pour activités :

- Le transport de personnes par taxi,
- Le transport public routier de personnes au moyen d'un seul véhicule n'excédant pas neuf places.

Pour l'exercice de ses activités, la Société a conclu un contrat de location-gérance avec option d'achat, portant sur l'exploitation d'une licence taxi (autorisation de stationnement n°1 sur la commune de MARIGNY SAINT MARCEL).

Siège social :

Le siège social de la Société est fixé, depuis la constitution, 688, route de Chainaz – 74540 ALBY-SUR-CHERAN.

Le siège social est identifié au Répertoire SIRENE sous le numéro 904 445 020 00012 – Code NAF 49.32Z (Transports de voyageurs par taxis).

Capital social :

Lors de sa constitution, il a été apporté à la Société la somme de 5 000 euros en numéraire, versée intégralement au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation.

Actuellement, le capital social s'élève à la somme de CINQ MILLE (5 000) euros.

Il est divisé en 5 000 actions de 1 euro chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie et réparties entre les associés de la façon suivante :

- Monsieur Aloïs BARAT détient 2 500 actions, et
- Monsieur Marcel BASSIL détient 2 500 actions.

Compte courant d'associé :

A ce jour, les Apporteurs ne détiennent aucune créance en compte courant d'associé.

La Société est actuellement dirigée par :

- Monsieur Aloïs BARAT, en qualité de Président, nommé à cette fonction pour une durée indéterminée, aux termes des statuts constitutifs de la Société,
- Monsieur Marcel BASSIL, en qualité de Directeur Général, nommé à cette fonction pour une durée indéterminée, aux termes des statuts constitutifs de la Société.

Exercice social :

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Le premier exercice de la Société, d'une durée exceptionnelle de 15 mois, a été clos le 31 décembre 2022.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été régulièrement approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle des associés le 21 mars 2023 et ne font l'objet d'aucune réserve.

L'expert-comptable de la Société est le CABINET DUCHENE ET ASSOCIES sis 88, chemin des Prés Bouvaux – Seynod – 74600 ANNECY.

Filiale et participations :

A ce jour, la Société n'est associée dans aucune société civile ou commerciale, notamment société en participation, ni membre d'aucun joint-venture, groupement d'entreprises, GIE ou d'une association, susceptible d'entraîner sa responsabilité indéfinie et/ou solidaire.

Elle ne détient aucune participation dans d'autres sociétés.

Engagements hors bilan :

La Société n'a donné aucune garantie, caution ou aval et il n'existe aucun engagement hors bilan de quelque nature que ce soit, à l'exception du crédit-bail portant sur un véhicule.

Plus généralement, il n'existe aucun engagement, de quelque nature que ce soit, mettant à la charge de la Société une obligation ou une charge excédant, par sa durée ou son ampleur, le cours habituel des affaires.

Garantie - sûreté – nantissement :

Les actifs de la Société ne sont grevés d'aucune garantie, sûreté, privilège ou nantissement, à l'exception du crédit-bail portant sur un véhicule, ainsi qu'il ressort d'un état délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce d'ANNECY le 16 mars 2023, dont copie est ci-annexée.

Procédure collective :

La Société n'est pas en état de cessation des paiements et ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'il résulte du certificat de non-faillite délivré par le Greffe du Tribunal de commerce d'ANNECY le 16 mars 2023, demeurant ci-annexé.

Assurance :

La Société est convenablement et suffisamment assurée et est à jour du paiement de ses primes.

Aucun fait ou litige n'est, à la connaissance des Apporteurs, de nature à remettre en cause la garantie des assureurs.

Réglementation sociale de la Société :

La Société s'est conformée, jusqu'à ce jour, à la réglementation sociale qui lui est applicable.

Elle a établi l'ensemble des déclarations sociales obligatoires et a procédé au règlement de l'ensemble des cotisations dues aux différents organismes sociaux français.

Elle est valablement affiliée à l'ensemble des organismes sociaux dont elle relève.

Réglementation fiscale :

La Société s'est conformée, jusqu'à ce jour, à la réglementation fiscale qui lui est applicable et a acquitté tout impôt, taxe, droit, charge ou constitué des provisions correspondantes si ceux-ci ne sont pas exigibles.

2. AGREMENT DE L'APPORT

Conformément à l'article 15 des statuts de la Société, les actions ne peuvent être transmises à des tiers, y compris par apport sans l'agrément préalable de la collectivité des associés représentant au moins les trois quarts des voix composant le capital social.

Aux termes des décisions unanimes en date du 24 mars 2023, les associés de la Société ont, conformément aux dispositions de l'article 15 des statuts, autorisé le présent apport à la société 2BAM et agréé ladite société, en qualité de nouvelle associée de la Société.

3. EVALUATION

L'évaluation ci-dessous retenue a été soumise à la société **AUDIT ET FINANCE**, domiciliée 4, rue du Bulloz – Annecy-le-Vieux – 74940 ANNECY, désignée en qualité de **Commissaire aux apports**, par décisions en date du 20 mars 2023 des futurs associés de la société **2BAM**.

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

4. MOTIFS ET BUTS DES APPORTS DE TITRES

Messieurs Aloïs BARAT et Marcel BASSIL ont divers projets d'investissements et de développement.

Pour mener à bien ces projets, ils ont décidé de créer une holding dont l'objet serait notamment de détenir et de gérer les différentes participations qu'ils détiennent et détiendraient et d'investir dans de nouveaux projets, y compris immobiliers.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. DESCRIPTION ET EVALUATION DE L'APPORT

Par les présentes, **Messieurs Aloïs BARAT et Marcel BASSIL** font apport à la société **2BAM**, sous les garanties ordinaires de fait et de droit ci-après stipulées, de **CINQ MILLE (5 000) actions** de la Société, d'une valeur nominale d'UN (1) euro chacune, entièrement libérées, correspondant à la totalité des actions composant le capital de la Société, comme suit :

- Monsieur **Aloïs BARAT** apporte les **DEUX MILLE CINQ CENTS (2 500) actions** de la Société lui appartenant, soit la totalité de sa participation dans la Société,
- Monsieur **Marcel BASSIL** apporte les **DEUX MILLE CINQ CENTS (2 500) actions** de la Société lui appartenant, soit la totalité de sa participation dans la Société.

Cet apport a été évalué à la somme globale de **CINQUANTE MILLE (50 000) euros**, soit **DIX (10) euros** par action.

Un exemplaire du rapport de la société **AUDIT ET FINANCE** en date du 22 mars 2023, Commissaire aux apports désigné ainsi qu'il est dit ci-avant, demeure annexé au présent contrat.

La Bénéficiaire aura la propriété des actions apportées à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de THONON-LES-BAINS.

Elle en aura la jouissance à compter également de cette même date.

ARTICLE 2. REMUNERATION DE L'APPORT

L'apport ci-dessus décrit, évalué à la somme globale de **CINQUANTE MILLE (50 000) euros**, est consenti, net de tout passif, et moyennant l'attribution à :

- **Monsieur Aloïs BARAT**, de **VINGT-CINQ MILLE (25 000) actions** d'un euro chacune de valeur nominale de la Bénéficiaire,
- **Monsieur Marcel BASSIL**, de **VINGT-CINQ MILLE (25 000) actions** d'un euro chacune de valeur nominale de la Bénéficiaire.

Conformément à la loi, **Messieurs Aloïs BARAT et Marcel BASSIL**, associés fondateurs de la Bénéficiaire, déclarent que les actions seront attribuées comme il est indiqué ci-dessus et seront intégralement libérées.

Messieurs Aloïs BARAT et Marcel BASSIL reconnaissent la sincérité de cette déclaration.

ARTICLE 3. DECLARATIONS GENERALES

Messieurs Aloïs BARAT et Marcel BASSIL déclarent :

- que les droits sociaux apportés sont leur propriété légitime, qu'ils sont de libre disposition et ne sont grevés d'aucune inscription, notamment de nantissement, d'aucun gage, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier, qu'ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie,
- que la Société dont les droits sociaux sont apportés, ne fait à ce jour l'objet d'aucune décision de dissolution ou de liquidation amiable. Elle n'est pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire, et elle n'a pas formé de demande quelconque auprès du Tribunal dans le cadre de la loi de sauvegarde des entreprises.

ARTICLE 4. ORIGINE DE PROPRIETE

Messieurs Aloïs BARAT et Marcel BASSIL déclarent être propriétaires des actions apportées pour les avoir souscrites lors de la constitution de la Société le 15 octobre 2021.

ARTICLE 5. DROIT A DIVIDENDES

En cas de distribution de dividendes au sein de la Société, la Bénéficiaire aura seule droit aux dividendes attachés aux droits sociaux apportés, et ce à compter de ce jour et quelle que soit la date à laquelle la distribution aura été décidée.

ARTICLE 6. ABSENCE DE GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Les Parties conviennent que l'apport des droits sociaux de la Société, net de tout passif; est fait sous les garanties ordinaires et de droit et qu'il n'est pas convenu de garantie d'actif et de passif.

ARTICLE 7. DECLARATIONS FISCALES

Les Parties déclarent que la présente opération est susceptible de bénéficier **du report d'imposition** des plus-values d'apport de titres prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts dans la mesure où cet apport de titres est réalisé en France, à une société soumise à l'impôt sur les sociétés, et que cette société est contrôlée par les Apporteurs. Cette dernière condition est appréciée à la date de l'apport, en tenant compte des droits détenus par les Apporteurs à l'issue de l'opération d'apport.

Le report d'imposition prendra fin et deviendra imposable au titre de l'année en cours de laquelle interviendra l'un des événements décrits à l'article 150-0 B ter précité.



N° de gestion 2021B02251

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 15 mars 2023

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro 904 445 020 R.C.S. Annecy
Date d'immatriculation 21/10/2021
Dénomination ou raison sociale **Alo Taxi Saint Marcel**
Sigle ATSM
Forme juridique Société par actions simplifiée
Capital social 5 000,00 Euros
Adresse du siège 688 Route de Chainaz ALBY SUR CHERAN 74540 Alby-sur-Chéran
Activités principales Le transport de personnes par taxi, le transport public routier de personnes au moyen d'un seul véhicule n'excédant pas neuf places.
Durée de la personne morale Jusqu'au 21/10/2120
Date de clôture de l'exercice social 31 décembre
Date de clôture du 1er exercice social 31/12/2022

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms BARAT Aloïs Pierrick
Date et lieu de naissance Le 15/08/1985 à Annecy (74)
Nationalité Française
Domicile personnel 455 Chemin d'Avregny 74350 Cercier

Directeur général

Nom, prénoms BASSIL Marcel
Date et lieu de naissance Le 14/01/1976 à Hadath (Liban)
Nationalité Française
Domicile personnel 688 Route de Chainaz ALBY SUR CHERAN 74540 Alby-sur-Chéran

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement 688 Route de Chainaz ALBY SUR CHERAN 74540 Alby-sur-Chéran
Activité(s) exercée(s) Le transport de personnes par taxi.
Date de commencement d'activité 01/11/2021
Origine du fonds ou de l'activité Création
Mode d'exploitation Exploitation directe

Le Greffier



Handwritten signature of the Greffier.

FIN DE L'EXTRAIT

DÉBITEURS

Imprimer

ALO TAXI SAINT MARCEL

904 445 020
R.C.S. ANNECYAdresse : 688 Route de Chainaz 74540 ALBY-SUR-CHERAN
Greffe du Tribunal de Commerce de ANNECY

En cas de réserve, veuillez consulter le détail des inscriptions ci-après.

POUR RECEVOIR UN ETAT D'ENDETTEMENT DÉLIVRÉ
ET CERTIFIÉ PAR LE GREFFIER

RECEVOIR PAR COURRIER

| TYPE D'INSCRIPTION DE SURETÉ (A COMPTER DU 01/01/2023) | NOMBRE D'INSCRIPTION | FICHIER À JOUR AU | SOMMES CONSERVÉES |
|---|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Saisie pénale de fonds de commerce | Néant | 13/03/2023 | - |
| Inscriptions de gage sans dépossession à partir du 01/01/2023 | Néant | 13/03/2023 | - |

| TYPE D'INSCRIPTION DE PRIVILÈGE | NOMBRE D'INSCRIPTION | FICHIER À JOUR AU | SOMMES CONSERVÉES |
|--|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Privilèges de la sécurité sociale et des régimes complémentaires | Néant | 14/03/2023 | - |
| Nantissements du fonds de commerce ou du fonds artisanal (conventionnels et judiciaires) | Néant | 14/03/2023 | - |
| Privilèges du Trésor Public | Néant | 14/03/2023 | - |
| Protêts | Néant | 14/03/2023 | - |
| Privilèges du vendeur de fonds de commerce et d'action résolutoire | Néant | 14/03/2023 | - |
| Nantissements de l'outillage, matériel et équipement | Néant | 14/03/2023 | - |
| Déclarations de créances | Néant | 14/03/2023 | - |
| Opérations de crédit-bail en matière mobilière | Néant | 14/03/2023 | - |
| Publicité de contrats de location | 1 | 14/03/2023 | - |

Mettre à jour

Inscription du 13 juin 2022 Numéro 324

Date fin de contrat :

Au profit de :

LIXXBAIL

12 Place des Etats Unis MONTROUGE 92548

Biens concernés :

CITROEN Grand C4 Spacetourer B VF73AYHZ4N/560070 CITROEN

| | | | |
|--|-------|------------|---|
| Publicité de clauses de réserve de propriété | Néant | 14/03/2023 | - |
| Prêts et délais | Néant | 14/03/2023 | - |
| Biens inaliénables | Néant | 14/03/2023 | - |

MB

AS

| TYPE D'INSCRIPTION DE GAGE (JUSQU'AU 31/12/2022) | NOMBRE D'INSCRIPTION | FICHER À JOUR AU | SOMMES CONSERVEES |
|--|-------------------------|---------------------|----------------------|
| Meubles incorporels autres que parts sociales | Néant | 13/03/2023 | - |
| Parts sociales | Néant | 13/03/2023 | - |

sous réserve des inscriptions dont les délais pourraient être impactés pendant la période juridiquement protégée conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020.

SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

ALO TAXI SAINT MARCEL

904 445 020 R.C.S. ANNECY

Adresse : 688 ROUTE DE CHAINAZ ALBY SUR CHERAN 74540 ALBY-SUR-CHÉРАН

Activité (code NAF): Transports de voyageurs par taxis

Le Greffier du Tribunal de Commerce de ANNECY certifie que les recherches faites sur le registre du commerce et des sociétés pour les personnes immatriculées à ce registre et sur le répertoire général des affaires de la juridiction pour les personnes non immatriculées relativement à des procédures de :

- Règlement judiciaire et Liquidation des biens (Loi du 13/07/1967)
- Redressement et Liquidation Judiciaire (Loi du 25/01/1985)
- Sauvegarde, Redressement et Liquidation Judiciaire (Loi du 26/07/2005)

concernant l'entreprise ci-dessus ont donné pour résultat :

NEANT

Certificat délivré sous réserve :

- de toute procédure collective ouverte par une autre juridiction et non portée à la connaissance du greffe ;
- de toute procédure collective dont les mentions au R.C.S. ont été radiées en application de l'un des articles suivants : R. 626-20, R. 123-135, ou R. 123-154 du Code de Commerce ; 36-1 ou 71 du décret n° 84-406 du 30 mai 1984 ;
- de toute radiation, non portée à la connaissance du greffe, de mentions inscrites à d'autres registres ou répertoires.

Document délivré le 16/03/2023

Ces informations sont à jour à la date du 15/03/2023

POUR RECEVOIR UN CERTIFICAT EN MATIÈRE DE PROCÉDURE COLLECTIVE DÉLIVRÉ ET CERTIFIÉ PAR LE GREFFIER

RECEVOIR PAR
COURRIER

MB AD

AUDIT ET FINANCE

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES,
RATTACHÉE À LA CRCC DAUPHINÉ-SAVOIE

**APPORT EN NATURE DES ACTIONS
DE LA SAS ALO TAXI SAINT MARCEL
A LA SAS 2BAM EN COURS DE CONSTITUTION**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR DES APPORTS

(ARTICLES L. 227-1 ET L. 225-8 DU CODE DE COMMERCE)

**APPORT EN NATURE DES ACTIONS
DE LA SAS ALO TAXI SAINT MARCEL
A LA SAS 2BAM EN COURS DE CONSTITUTION**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR DES APPORTS
(ARTICLES L. 227-1 ET L. 225-8 DU CODE DE COMMERCE)

Messieurs les associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision unanime des associés de la société SAS 2BAM en cours de constitution, en date du 20 mars 2023, concernant l'apport en nature des actions de la société SAS ALO TAXI SAINT MARCEL, nous avons établi le présent rapport sur la valeur des apports prévu par les articles L. 227-1 et L. 225-8 du code de commerce.

L'actif apporté est décrit dans le projet de traité d'apport qui nous a été transmis. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission ; celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier, qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des parts sociales à émettre par la société bénéficiaire augmentée le cas échéant de la prime d'émission.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports
3. Conclusion

1. Présentation de l'opération et description des apports

1-1 Sociétés concernées

La SAS ALO TAXI SAINT MARCEL

La société SAS ALO TAXI SAINT MARCEL est une société par actions simplifiée au capital de 5.000 € dont le siège social est situé à Alby-Sur-Chéran (74540), 688 route de Chainaz, immatriculée au R.C.S. d'Annecy sous le n° 904 445 020.

Elle a principalement pour objet le transport de personnes par taxi et le transport public routier de personnes au moyen d'un seul véhicule n'excédant pas neuf places. Elle exploite cette activité en tant que locataire-gérante avec option d'achat portant sur l'exploitation d'une licence de taxi.

Elle a été créée en octobre 2021 et clôture son premier exercice comptable au 31 décembre 2022.

Son capital est divisé en 5.000 actions de 1 € chacune entièrement libérées. La société compte deux associés égaux : Monsieur Aloïs BARAT et Monsieur Marcel BASSIL, respectivement Président et Directeur Général.

LA SAS 2BAM

La société bénéficiaire de l'apport sera une société par actions simplifiée au capital de 50.000 € ayant son siège social à Cercier (74350), 455 chemin d'Avregny. Elle est en cours d'immatriculation au R.C.S. de Thonon-Les-Bains.

Son président serait Monsieur Aloïs BARAT et son Directeur Général Monsieur Marcel BASSIL.

1.2. Personne physique apporteuse

Les actions de la SAS ALO TAXI SAINT MARCEL apportées sont actuellement détenues par :

- Monsieur Aloïs BARAT : 2.500 actions
- Monsieur Marcel BASSIL : 2.500 actions

1.3. Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de traité d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit :

Actions apportées, évaluation et rémunération de l'apport

Les deux associés apportent l'intégralité de leurs actions pour un montant unitaire de 10 €, soit 25.000 € par associé, soit un apport total pour les 5.000 actions de 50.000 €.

MB

AB

En rémunération de ces apports, il sera attribué à chacun des associés 25.000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, entièrement libérées de la SAS 2BAM. Le capital de la société sera ainsi augmenté d'un montant nominal de 50.000 €. La société bénéficiaire étant en cours de formation, il ne sera pas constitué de « prime d'émission ».

Déclarations des apporteurs

Les associés déclarent notamment qu'il n'est pas convenu de garantie d'actif et de passif et que cette opération est susceptible de bénéficier du report d'imposition des plus-values d'apport de titres prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

Conditions suspensives

Il n'est fait état d'aucune condition suspensive dans le projet de traité d'apport qui nous a été communiqué.

2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports

Diligences accomplies

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à :

- nous entretenir avec Monsieur Aloïs BARAT et ses conseils ;
- analyser la situation financière de la SAS ALO TAXI SAINT MARCEL au 31 décembre 2022 ;
- examiner de façon critique les éléments essentiels et les hypothèses qui ont servi à la valorisation de ces titres ; analyser la valeur des capitaux propres dans le contexte particulier 1/ du premier exercice comptable de la société 2/ de l'exploitation d'un fonds de commerce par le biais d'une location gérance avec option d'achat ;
- nous assurer de l'absence de distribution de dividendes ou de réserves entre le 1^{er} janvier 2023 et la date de notre rapport ;
- nous assurer de l'absence de litige en cours et de la bonne marche des affaires depuis le 1^{er} janvier 2023.

Valorisation de la société SAS ALO TAXI SAINT MARCEL

Une évaluation a été menée sur la base des comptes clos au 31 décembre 2022. Cette analyse a consisté à retenir le montant des capitaux propres. Elle a abouti à une valorisation de la société de 10 € par action.

Valeur retenue pour l'apport

En définitive, la valorisation retenue s'élève à 10 € par action.

Les comptes clos au 31 décembre 2022 ont fait l'objet d'une attestation de l'expert-comptable en date du 8 mars 2023. Nous rappelons qu'il s'agit du premier exercice comptable ; celui-ci a une durée de 15 mois.

Le bilan se caractérise par :

- des capitaux propres d'un montant de 50 K€
 - o dont le capital social de 5 K€
 - o et un résultat net de 45 K€.
- La trésorerie s'élève à 64 K€.
- La société ne fait apparaître à son bilan ni dette financière, ni actif immobilisé significatif.
- Son compte de résultat présente une activité rentable.

3. Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous estimons que la valeur des titres apportés décrits ci-dessus dont le total s'élève à 50.000 € n'est pas surévaluée et en conséquence, que l'actif apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

L'existence d'avantages particuliers n'a pas été portée à notre connaissance et nous n'en avons pas décelé au cours de nos contrôles.

Fait à Annecy,
le 22 mars 2023

Le Commissaire aux apports
AUDIT ET FINANCE

Karl BEALU



